

CAN 2017

Le Gabon préféré à l'Algérie



Page 24

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3534 - Jeudi 9 avril 2015 - Prix : 10 DA

Saisie de 11 quintaux de kif aux frontières ouest du pays

La drogue marocaine, encore et toujours

Page 2



Boudiaf a inauguré hier le Salon international des expertises "Elmostachfa"

Place à l'équipement, la formation à l'honneur

Page 2

Yémen, les Etats-Unis montent en ligne

Par Mohamed Habili

Si le but déclaré de l'opération «tempête décisive» est dans un premier temps d'arrêter l'offensive des Houthis sur Aden, et dans un deuxième de réduire suffisamment leurs forces pour les ramener à la table des négociations, on peut dire que la force coalisée est encore loin de l'avoir atteint. Une quinzaine de jours de bombardements ininterrompus n'ont toujours pas permis de garantir la deuxième grande ville du Yémen contre un sort similaire à celui de Sanaa, la capitale, et les capacités militaires des Houthis semblent encore inentamées pour l'essentiel, ce qui montre déjà qu'il n'est pas possible d'en venir à bout par la seule voie des airs. Ce premier bilan n'est guère réjouissant pour l'Arabie saoudite, qui mène la coalition, ni pour aucun de ses alliés, dont le profil bas, visible à vrai dire dès le début des opérations, est allé s'accroissant depuis, comme en témoigne le fait que derrière le général saoudien porte-parole de la coalition, préposé aux relations avec la presse, il y a maintenant beaucoup moins de drapage qu'au départ.

Suite en page 3

Paix et sécurité dans la région sahélo-saharienne

Alger, Paris et Washington accordent leurs violons



Ph: > D. R.

Les visites de Ramtane Lamamra confirment l'importance dont jouit l'Algérie depuis quelques années auprès des puissances étrangères, surtout lorsqu'il s'agit de la consulter sur les questions sécuritaires. En effet, la puissance de frappe (et surtout de négociation) de l'Algérie, sa stabilité politique, sa position géostratégique et son influence en Afrique, font d'elle, aux yeux des puissances occidentales, un acteur de premier plan pour le règlement des conflits et le rétablissement de la paix. Lire page 3

VOTRE DJEZZY CONNECT 3G+



100 Mo / MOIS
PENDANT 3 MOIS

UN ACCÈS GRATUIT ET ILLIMITÉ AUX SITES



200 DA SEULEMENT

مرحبا بالغد

DJEZZY جازي

vous pouvez souscrire aux offres Djazzy Speed et @miGO en composant *707#. Quantité limitée, pack sans engagement. Offre valable dans toutes les wilayas couvertes par la 3G+

f t y+ www.djezzy.dz

Saisie de 11 quintaux de kif aux frontières ouest du pays

La drogue marocaine, encore et toujours

■ *Le trafic de drogue en provenance du royaume de Mohammed VI connaît une véritable explosion. Devant les quantités importantes saisies chaque jour, les pouvoirs publics n'ont pas cessé de tirer la sonnette d'alarme sur la gravité de la situation.*

Par Louiza Ait Ramdane

Plus que jamais, l'Algérie est submergée de drogue provenant essentiellement du Maroc voisin. Les quantités annoncées par les services de la gendarmerie quotidiennement sont énormes. La drogue provenant du pays voisin reste un problème dans la société algérienne, notamment chez la catégorie juvénile. L'afflux de ces toxines vers l'Algérie est devenu un grave danger pour le pays, menaçant de détruire nos jeunes et hypothéquant leur avenir. Les services de sécurité font état quotidiennement de saisies importantes de quantités de drogue dans plusieurs régions du pays, surtout les régions de l'ouest du pays. Malgré les efforts de l'Etat pour lutter contre le fléau de la drogue, les chiffres avancés par les différents corps de sécurité sont de plus en plus déconcertants. Des saisies importantes confirment l'étendue du phénomène en Algérie et cette dangereuse tendance qui implique par conséquent une hausse de la consommation. Il y a également l'accès du Sahel qui représente aujourd'hui une véritable menace. Les tentatives de submerger l'Algérie par la drogue sous toutes ses formes ont été fermement altérées par les services de lutte contre les stupéfiants, parvenant à démanteler et à mettre fin aux agisse-



PH/DJR

ments de nom-breux réseaux qui utilisent l'Algérie comme zone de transit vers l'étranger. Les efforts entrepris par les éléments de la gendarmerie, de la sûreté et des Douanes dans le cadre de la lutte contre ce fléau se sont soldés par des résultats concrets sur le terrain, notamment en termes de saisies de quantités importantes de kif traité, de démantèlement de réseaux internationaux dont les barons et les membres sont traqués et leurs noms faisant l'objet de mandats d'arrêt nationaux et internationaux. En effet, les garde-frontières Ouest ont réus-

si à saisir près de 11 quintaux (qx) de kif en provenance du Maroc. Agissant sur renseignements, les gendarmes de la brigade de Béni Boussaid et les garde-frontières de Abdallah (Tlemcen) ont mis la main sur 42 colis contenant 1 084 kg de kif, dissimulés par des narcotrafiquants au lieu-dit «Djebel Zaatcha», près du tracé frontalier dans la commune de Béni Boussaid. La quantité saisie a été prise en charge par les gendarmes de la brigade locale qui ont ouvert une enquête, a-t-on indiqué de même source. Par ailleurs, lors d'une patrouille

les garde-frontières du poste avancé Souani (Tlemcen) ont arrêté, dans la localité de Guelmoune, une personne en possession de 7 jerricans contenant une quantité de kif traité, dont la source n'a pas précisé le poids. Pour rappel, le royaume marocain est placé au premier rang mondial par les Nations unies en matière de production de cannabis avec 47 500 hectares de terres cultivées. Une partie du cannabis produit au Maroc transite par l'Algérie pour son exportation mais aussi pour la consommation.

L. A. R.

Boudiaf a inauguré hier le Salon international des expertises «Elmoustachfa»

Place à l'équipement, la formation à l'honneur

Le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, a procédé hier à l'inauguration de la seconde édition du Salon international des expertises pour le domaine hospitalier, un événement qui donne rendez-vous aux professionnels de la santé et qui débattre de plusieurs thèmes dont «l'Ingénierie et conformité aux normes de la construction» ainsi que «l'informatisation du secteur de la santé». Organisé par l'Agence nationale de gestion des réalisations et de l'équipement des établissements (Aress) en partenariat avec Agency Events, du 08 au 11 avril aux pavillons Ahaggar et Casbah du Palais des expositions Safex, cette manifestation baptisée aussi «Elmoustachfa» se transforme petit à petit à un événement annuel dans le domaine hospitalier. Lors de sa visite des différents stands du salon, composés de professionnels de la santé, le ministre a déclaré que ce salon verra la signature de plusieurs conventions dont 3 ont été signées hier. Il s'agit entre



PH/E. Soraya/A. A.

autres d'une convention signée entre l'agence nationale de gestion des réalisations et de l'équipement des établissements (Aress) et l'Ansej, entre l'Aress et l'organisme algérien d'accréditation (Algerac), et entre l'Aress et l'université de Tlemcen. Ces conventions concernent la formation et le suivi des diplômés du biomédical de l'université de Tlemcen. Des rencontres-débats sont au menu de cette deuxième édition «Elmoustachfa» dont l'informatisation du secteur de la

santé, la réorganisation des urgences médicales, la greffe d'organes, la santé mentale et la requalification, la réhabilitation et l'humanisation des établissements sanitaires. Autant de thématiques, dont des suites sont attendues pour l'amélioration des prestations sanitaires et pour un diagnostic en terme d'expertises dans le domaine hospitalier. selon les organisateurs, un véritable programme de sensibilisation commence dès lors en mettant l'accent sur des maladies et

complications dont tout le monde parle, mais que peu de personnes connaissent davantage. Accident vasculaire cérébral, plus communément connu sous les trois consonnes tonnantes AVC, maladies mentales, maladies cardio-vasculaires ou encore le redouté cancer. Autant de mots qui font peur et surtout qui ne sont pas encore apprivoisés par les Algériens. Qu'il s'agisse de les réhabiliter auprès de la conscience publique en informant de manière préventive, de les expliquer de manière plus poussée ou encore de mettre en avant les progrès en matière de prise en charge, tous les moyens mis en place pour se diriger vers un monde médical plus serein, la performance et la qualité étant acquises et en constant développement. Le salon attend des visiteurs aux profils variés, grand public compris et est une occasion d'éclaircir sur les aspects de la santé craints ou simplement ignorés.

Yasmine Ayadi

Journée d'étude sur le développement du gaz de schiste
Une vue d'ensemble sur les enjeux liés à l'environnement

L'enjeu opérationnel et technique entourant la préservation de l'environnement dans le cadre du développement des gaz de schiste a été mise en exergue hier à Alger par des experts du secteur de l'énergie au profit de la communauté universitaire, lors de journées d'étude sur les gaz de schiste organisées par l'Association algérienne de l'industrie du gaz (AIG). L'AIG a inscrit cette action dans le cadre de sa contribution pour asseoir un débat scientifique concernant les aspects environnementaux du gaz de schiste. Intervenant à l'ouverture de cette journée d'étude, Rachid Bessaoud, membre du conseil de l'AIG et chercheur et expert en environnement, a souligné que l'AIG, en sa qualité d'association citoyenne, «ne peut ignorer le débat actuel sur le gaz de schiste qui suscite un engouement grandissant dans le pays, tout comme elle ne saurait éluder les controverses relatives aux impacts liés aux questions environnementales». A cet effet, l'association a convié des spécialistes canadiens du bureau d'études international Golder Associés, spécialisé dans les sciences de la Terre, de l'environnement et de l'énergie. Les conférences présentées lors de cette journée ont pour but de permettre aux participants d'avoir une vue d'ensemble sur les enjeux opérationnels et techniques entourant la préservation de l'environnement dans le cadre du développement des gaz de schiste. Les experts de Golder Associés, relevant de ses bureaux du Canada, de l'Afrique du Sud, des Etats-Unis et de la Pologne, ont présenté les meilleures pratiques dans le domaine de l'exploitation du gaz de schiste à travers le monde. Il s'agit des cas réels de leçons apprises et de solutions concrètes mises en œuvre pour réduire les impacts environnementaux des différentes opérations liées au développement des gaz de schiste et à leur exploitation. Le programme de cette rencontre s'articule autour des questions liées, entre autres, aux opportunités de développement du gaz de schiste, aux impacts environnementaux, à la protection des ressources en eau, au contrôle de la fracturation, aux techniques alternatives à la fracturation hydraulique (fracturation sèche) et aux expériences analogues au contexte algérien (zones arides).

Louiza A.R.

Paix et sécurité dans la région sahélo-saharienne

Alger, Paris et Washington accordent leurs violons

■ Les visites de Ramtane Lamamra confirment l'importance dont jouit l'Algérie depuis quelques années auprès des puissances étrangères, surtout lorsqu'il s'agit de la consulter sur les questions sécuritaires. En effet, la puissance de frappe (et surtout de négociation) de l'Algérie, sa stabilité politique, sa position géostratégique et son influence en Afrique, font d'elle, aux yeux des puissances occidentales, un acteur de premier plan pour le règlement des conflits et le rétablissement de la paix.

Ph/Mehdi B.J./A.



Par Meriem Benchaouia

Après Paris, le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, devait être reçu hier, à Washington par son homologue américain, John Kerry, afin de coprésider la 3^e session du Dialogue stratégique entre l'Algérie et les Etats-Unis d'Amérique. Les visites de Ramtane Lamamra confirment l'importance dont jouit l'Algérie depuis quelques années auprès des puissances étrangères, surtout lorsqu'il s'agit de la consulter sur les questions sécuritaires.

En effet, la puissance de frappe (et surtout de négociation) de l'Algérie, sa stabilité politique, sa position géostratégique et son influence en Afrique, font d'elle, aux yeux des puissances occidentales, un acteur de premier plan pour le règlement des conflits et le rétablissement de la paix. Comme à Paris, les deux hommes aborderont, durant deux jours, les moyens et les possibilités d'aboutir à la paix et à la stabilité. Comptant sur son expérience dans la lutte contre le terrorisme, les USA trouvent en l'Algérie un partenaire privilégié dans toute l'Afrique. Ces visites

permettront de «pousser nos relations bilatérales et de veiller à maintenir la bonne cadence de développement de ces relations», avait indiqué le chef de la diplomatie algérienne, précisant que «notre dialogue politique est vraiment productif, chaleureux, amical et prometteur». Par ailleurs, le Dialogue stratégique algéro-américain, auquel le président Abdelaziz Bouteflika et le président Barack Obama avaient fixé des missions de grande portée, a été élevé en 2014 au niveau des ministres des Affaires étrangères des deux pays. Il a été instauré en 2012, avec le

déroulement à Washington de la première réunion, à la faveur de l'intensité des relations entre l'Algérie et les Etats-Unis. En outre, la rencontre entre Lamamra et Fabius a également été l'occasion de poursuivre le dialogue entre les deux pays sur les enjeux politiques et sécuritaires dans la région sahélo-saharienne. Ainsi, le chef de la diplomatie française a réitéré «le plein soutien» de la France à la médiation que l'Algérie conduit au Mali, en vue de la signature «rapide», par l'ensemble des parties, de l'accord de paix paraphé le 1^{er} mars à Alger. Par ailleurs, les deux pays partagent «une grande préoccupation» face à la dégradation de la situation en Libye et expriment leur soutien à la médiation de Bernardino Leon, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en vue de la formation «rapide» d'un gouvernement d'union nationale. «Nous soutenons totalement la médiation de l'Algérie (dans le dialogue intermalien). C'est une médiation extrêmement utile qui donne ses fruits», a-t-il insisté. Enfin, M. Lamamra avait indiqué avoir échangé avec son homologue français des points de vue sur des questions régionales et internationales d'intérêt commun. «Nous avons évoqué les crises au Mali, en Libye et la menace terroriste dans cette région. Nous sommes en parfait accord (sur le règlement de ces questions)», a-t-il détaillé. **M. B.**

Commission des affaires économiques de l'APN

Le projet de loi sur l'import-export présenté par Benyounès

Le ministre du Commerce, Amara Benyounès, a présenté un projet de loi relatif aux règles générales appliquées aux opérations d'import-export devant la commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN), a indiqué un communiqué de cette institution. Le projet de loi amendement et complétant l'ordonnance n°03/04 promulguée en 2003, s'inscrit dans le cadre de l'adaptation de la législation algérienne aux conventions de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) notamment celle régissant les licences d'import-export en prévision d'une adhésion à cette instance, a affirmé Amara Benyounès lors de la réunion présidée par Ahmed Saadani, président de la commission, en présence du ministre des Relations avec le Parlement, Mahi Khelil. Il a précisé que le texte traduisait la volonté de l'Etat de poursuivre la promotion des exportations hors hydrocarbures et d'assurer un encadrement efficient des importations afin de réaliser équilibre et professionnalisme en matière de commerce extérieur. Il a souligné

P.N.E. Soraya/J.A.



à cet effet, l'introduction de plusieurs amendements sur le projet de loi et qui se résument en la refonte de l'article 2 qui consacre le principe de la liberté des opérations du commerce extérieur et les exceptions y afférentes. L'article 3 a fait également l'objet d'une révision dans le but d'assurer la gestion des exceptions du principe de la liberté des opérations du commerce extérieur par l'application de mesures de contrôle et la

mise en place de restrictions telles que la protection des ressources naturelles tarissables, la garantie des quantités indispensables de matières premières à l'industrie nationale de transformation et l'application des mesures pour l'acquisition et la distribution des produits en cas de pénurie outre la préservation des équilibres financiers et celui du marché. De son côté, M. Saadani a souligné que ce projet de texte apportait un éclairage sur les motifs d'établissement des licences import-export visant à réduire la commercialisation de certaines ressources naturelles tarissables et garantir une industrie manufacturière nationale outre la préservation des équilibres financiers extérieurs du pays. Après exposé, les députés ont fait part de leurs interrogations qui s'articulaient principalement autour du bilan de l'application des dispositions de la loi en vigueur pour mieux comprendre les amendements introduits. Ils ont estimé nécessaire le contrôle des licences pour protéger le marché national, appelant à la mise en place de mécanismes susceptibles d'empêcher l'augmentation de la facture des importations. **Salem K./APS**

LA QUESTION DU JOUR

Yémen, les Etats-Unis montent en ligne

Suite de la page une

Même le Pakistan, dont on pensait que lui du moins était disposé à envoyer des troupes au sol si cela s'avérait nécessaire, tient désormais par la bouche de son Premier ministre des propos qui donneraient plutôt à penser qu'il s'y refuse au contraire. Mais plus significative encore de la mauvaise tournure qu'est en train de prendre l'intervention saoudienne est la façon dont a évolué l'attitude des Etats-Unis, effacée au début, au point de faire croire qu'ils ne jouent aucun rôle dans les opérations militaires, mais dont l'implication est maintenant ouvertement assumée. Les voilà en effet qui livrent les armes demandées, et qui installent une cellule soi-disant de coordination, dont la véritable mission est en réalité la direction des opérations. «Tempête décisive» était à son commencement une action arabe sur le sol d'un pays arabe, mais qui cependant jouissait du soutien américain. Elle est en train de devenir un autre engagement américain dans le Golfe, comparable à celui que les Etats-Unis assument depuis maintenant des mois contre l'Etat islamique en Irak et en Syrie. Les journaux américains ont noté ce changement de style, d'autant qu'ils ont commencé par sous-estimer le rôle de leur pays dans cette nouvelle guerre du Golfe. Il doit y avoir une bonne raison à cela. La seule qui pour le moment se présente à l'esprit est en rapport avec le cours pris par les événements deux semaines à peine après qu'ils ont commencé. Il faudrait en effet que rien sur le plan militaire ne soit en train de se passer comme prévu pour que les Américains acceptent de monter en ligne, ou tombent le masque. Peut-être n'iraient-ils pas jusqu'à participer aux opérations avec leurs propres appareils et leurs propres pilotes, contrairement à ce qu'ils font déjà en Irak et en Syrie, mais ce serait là la seule limitation qu'ils s'imposeraient. Dès lors qu'ils ont pris le parti de sortir du bois, d'agir directement et non plus par l'intermédiaire des Saoudiens, de prendre la direction des opérations autrement dit, «tempête du désert» est devenue leur affaire, leur guerre. Ce qu'ils ont réussi à faire tout au long de l'intervention en Libye, c'est-à-dire rester en retrait tout en assurant l'essentiel de la logistique, et donc en gardant la haute main sur le déroulement des opérations et sur leur objectif, ils s'aperçoivent que cela n'est pas possible avec la coalition mise sur pied pour briser l'offensive houthite. Car l'allié saoudien s'en tire si mal qu'il court à l'échec. Or son échec c'est aussi le leur.

M. H.

Une centaine de participants au Colloque international d'Oran

Le legs spirituel de l'Emir Abdelkader sous diagnostic

■ Une majorité de chercheurs algériens, issus de 28 universités du pays, animeront ce colloque aux côtés de leurs pairs invités de neuf pays, à savoir la Bulgarie, l'Egypte, la France, l'Irak, la Jordanie, le Maroc, Sharjah (Emirats arabes unis), la Tunisie et la Turquie

Par Siham O.

Une centaine de participants, entre chercheurs et personnalités culturelles, sont attendus au Colloque international sur l'Emir Abdelkader, prévu les 4 et 5 mai prochain à Oran, ont indiqué mercredi les organisateurs.

«Une centaine de communicants algériens et étrangers prendront part au colloque dédié au legs culturel du fondateur de l'Etat algérien moderne», a précisé le coordinateur de la manifestation scientifique, Mohamed Daoud, lors d'une conférence de presse.

Une majorité de chercheurs algériens, issus de 28 universités du pays, animeront ce colloque aux côtés de leurs pairs invités de neuf pays, à savoir la Bulgarie, l'Egypte, la France, l'Irak, la Jordanie, le Maroc, Sharjah (Emirats arabes unis), la Tunisie et la Turquie, a-t-il fait savoir.

«Plusieurs conférences et ateliers thématiques sont programmés afin de mieux faire connaître la pensée de l'Emir Abdelkader aux plans spirituel, poétique et soufi», a expliqué Daoud, également directeur de l'Unité de recherche sur la culture, la communication, les langues, les littératures et les arts (UCCLLA), établissement organisateur de l'événement.

L'UCCLLA qui est affiliée au Centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle (Crasc, basé à Oran), abritera cinq ateliers intitulés «La langue, la littérature et la poésie», «Tasawwuf et gnose (Irfan)», «Dialogue avec l'Autre», «Poésie populaire et résistance», «Discours, argumentation et identité». D'autres séances se

tiendront au sein des universités partenaires (Oran 1 Ahmed-Benbella et Oran 2 Ahmed-Benahmed), notamment à la Faculté des sciences humaines et de la civilisation islamique, à la Faculté des lettres, des langues et des arts, à la Bibliothèque des sciences sociales, ainsi qu'aux Laboratoires «La philosophie et son Histoire» et «Les systèmes axiologiques et les mutations culturelles et politiques en Algérie».

Le colloque sur l'Emir Abdelkader est organisé avec le

soutien de la Wilaya d'Oran, de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA), et d'autres sponsors, tel l'hôtel Sheraton qui accueillera la cérémonie d'ouverture et les travaux de la première journée.

Selon la même source, les conférences inaugurales seront données par des responsables du Haut Conseil de la langue arabe, du ministère des Affaires religieuses et des Waqfs, et de la Fondation Emir Abdelkader.

S. O./APS



P/NDK

Formation et emploi

Davantage de coopération entre Union européenne et pays du Maghreb

L'Algérie et le Luxembourg travaillent à «promouvoir» et à donner une nouvelle «impulsion» à leur coopération en matière de formation et d'emploi, a souligné avant-hier à Alger le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire, Nicholas Schmit.

Nicolas Schmit, ministre du Travail et de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire du Luxembourg, a plaidé hier, pour davantage de coopération entre l'Union européenne et les pays du Maghreb dans la prise en charge de la question de l'emploi des jeunes.

Il faut davantage de coopération entre l'Union européenne et les pays du Maghreb, a déclaré le responsable qui a effectué une visite dans les stands du Salon national de l'emploi qui se tient du 5 au 12 avril à la Société algérienne des foires et expositions, relevant, à cet effet, que des projets méritent d'être encouragés. Le ministre luxembourgeois qui se déclare impressionné par le dynamisme de la jeunesse algérienne qui est en train de prendre en main son avenir, a ainsi encouragé les responsables algériens à promouvoir l'entrepreneuriat et à soutenir les jeunes qui veulent créer des entreprises.

Nicolas Schmit a été accompagné dans sa tournée au Salon de l'emploi par le directeur général de l'Agence nationale de l'emploi, Mohand Tahar Challal, le DG de

l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes, Mourad Zemali et le DG de la Caisse nationale d'assurance chômage, Taleb Ahmed Chawki. A noté que Nicholas Schmit, qui a été reçu auparavant par le Premier ministre Abdelmalek Sellal, se trouve en Algérie dans le cadre de la préparation de la présidence luxembourgeoise de l'Union européenne au second semestre 2015.

Rappelons que le ministre luxembourgeois avait indiqué, avant-hier à l'issue d'un entretien avec le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Ghazi, que les deux pays sont en train de travailler sur un certain nombre d'actions qui visent à promouvoir l'emploi des jeunes et la formation, non seulement entre le Luxembourg et l'Algérie mais surtout entre l'Union européenne et l'Algérie.

Nicolas Schmit a rappelé dans ce sens, qu'il a eu à discuter il y a quelques mois sur des initiatives communes concernant la promotion de l'emploi des jeunes, relevant que la rencontre était une occasion pour poser les bons jalons pour progresser et donner une nouvelle impulsion à la coopération dans ce domaine. Pour sa part, Ghazi a déclaré que les discussions ont porté notamment sur les possibilités de tracer ensemble des objectifs pour la formation des jeunes chômeurs aux nouvelles techniques, notam-

ment dans les secteurs du bâtiment et de l'agriculture afin de leur permettre de se réconcilier avec ces domaines jusque-là délaissés. Le ministre du Travail et de l'Emploi a rappelé que sa rencontre avec Schmit à Madrid, l'été dernier, était l'occasion pour réfléchir à une coordination entre les deux pays, et l'initiative était venue du ministre luxembourgeois. Il a également noté que les deux parties ont examiné les mesures qui pourraient être mises en place avec l'Union européenne et même avec les pays du Maghreb pour qu'il y ait une vision globale en matière de formation et d'emploi. Ghazi a relevé que le ministre luxembourgeois dont le pays présidera l'Union européenne durant le second semestre de l'année en cours, a exprimé une volonté d'établir un partenariat entre l'Union européenne et les pays du sud de la Méditerranée dans ce domaine, qualifiant la rencontre avec Schmit de fructueuse. La visite de Nicholas Schmit s'inscrit dans le cadre de la préparation de la réunion informelle des ministres du Travail et de l'Emploi de l'Union européenne et des pays du Maghreb. Elle vise à identifier les possibilités de coopération dans le domaine de la lutte contre le chômage des jeunes, notamment en mettant l'accent sur le développement de la formation professionnelle.

Thinhinene Khouchi

Avancement du projet de pénétrante autoroutière de Béjaïa

Réunion de coordination entre les différents acteurs

Le wali a tenu une réunion de travail avant-hier avec les différents acteurs intervenant dans les travaux de pénétrante autoroutière afin de faire le point sur l'état d'avancement des travaux de ce projet. Cette autoroute devait relier, rappelons-le, la ville de Béjaïa à l'Autoroute Est-Ouest sur 100 km dont 84 environ dans le territoire de la wilaya de Béjaïa. Y ont pris part, plus précisément à ce conclave des responsables des entreprises chinoises et algériennes (CRCC et Sapt), l'Agence nationale des autoroutes (ANA) et tous les directeurs des secteurs intervenant dans ce projet. Il ressort de cette rencontre que plusieurs

contraintes subsistent encore d'où le responsable de l'entreprise chinoise à présenter un rapport dans ce sens. Ces contraintes sont liées au manque de main-d'œuvre, le déplacement des réseaux (AEP: gaz, téléphonie, voirie...). En sus de ces conduites, d'autres réseaux sont dans l'emprise de la pénétrante comme les réseaux énergétiques (Oléoducs, gazoducs, lignes électriques THT/HT et BT) ainsi que les réseaux hydrauliques (conduites de diamètres allant de 800 à 1400 mm transférant l'eau du barrage de Tich-Haf, conduites d'irrigation, divers forages avec leurs équipements, etc.. Des solutions ont été dégagées

dont le recrutement de 5 000 employés natifs de la wilaya dans différents volets d'ici le mois de septembre prochain par l'entreprise chinoise mais, vu la lenteur du rythme, l'employeur s'est dit contraint de faire appel aux wilayas limitrophes pour les recrutements. En outre, «le wali a instruit dans le même sillage le responsable de l'ADE d'installer immédiatement leur chantier et commencer le travail», indique la cellule de communication de la wilaya qui a souligné que «la même instruction a été donnée au responsable de la SDE». Le wali a demandé par la suite aux directeurs concernés de faire en sorte de «rattraper le retard et

doubler d'efforts pour faire avancer ce projet qui est le poumon et l'avenir du développement de la wilaya de Béjaïa», fait-on observer dans un communiqué. En ce qui concerne l'état d'avancement du projet, il a été souligné que «les travaux de décapage, débroussaillage abattage d'arbres, voire terrassements (déblais et remblais) sont en cours. Et on parle d'une libération des emprises sur un linéaire total de 65 km. Et le creusement des tunnels se poursuit dans tous les portails (nord et sud) et dans tous les tubes (gauche et droit) et parties supérieures avec des taux d'avancement variant entre 18Ml et 87Ml. S'agissant

des ouvrages d'art, l'entreprise algérienne Sapt a entamé trois ouvrages avec 92 pieux. L'entreprise chinoise CRCC a lancé sept ouvrages et a réalisé 253 pieux dont deux ouvrages semelles et culées bétonnées. En matière d'enrobés, une planche d'essai a été réalisée le 17 novembre de l'année passée sur une section de la commune de Boudjellil, rappelle-t-on. En matière d'indemnisation, il est accusé un retard aussi d'où des instructions ont été données à la Drag pour tenir une réunion ce jeudi afin de booster ce volet. Nous y reviendrons.

Hocine Cherfa.

Coopération

Vers un nouveau partenariat algéro-espagnol

■ Le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, a appelé à Alger, les entreprises espagnoles à nouer des partenariats avec les groupes industriels nationaux, nouvellement créés, pour mettre en place des projets communs dans les filières prioritaires.

Par Salem K

« La réorganisation du secteur public marchand industriel a donné lieu à la naissance de ces groupes autonomes, d'une taille critique qui leur permet de mener de grands projets en partenariat dans des segments classés prioritaires dans le plan d'action du gouvernement, notamment dans l'industrie, l'énergie, l'agriculture et le tourisme », a déclaré le ministre à l'issue de sa rencontre avec le ministre espagnol de l'Industrie, de l'Énergie et du Tourisme, Jose Manuel Soria Lopez, en visite en Algérie. Bouchouareb a rappelé, dans ce sens, les réformes engagées par le gouvernement dans le secteur économique, citant à titre d'exemple le projet d'amendement du code de l'investissement pour libérer l'acte d'investir et rendre le climat des affaires

plus attractif. Selon lui, des projets « concrets » sont en cours de réalisation entre des entreprises algériennes et leurs homologues espagnoles, tout en promettant de lever certains obstacles pour les finaliser. En 2014, cinq projets de partenariat algéro-espagnol ont été lancés dans le secteur industriel, a-t-il rappelé, soulignant que les discussions sont à un niveau « très avancé » avec une société espagnole pour la réalisation d'une unité industrielle de logement. Le ministre a annoncé, par ailleurs, l'organisation prochaine d'un Forum d'affaires algéro-espagnol à Madrid en marge de la tenue d'un Sommet entre les deux pays dont la date n'a pas encore été fixée. Cette rencontre économique permettra aux entreprises espagnoles de prendre connaissance des opportunités d'affaires en Algérie dont les différents projets inscrits dans le cadre du plan quinquennal 2015-2019. Pour sa part, le ministre espagnol a indiqué que l'objectif de sa visite à Alger est de passer en

revue les relations bilatérales dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie et du tourisme. Soria s'est félicité des réformes menées par le gouvernement algérien dans le secteur économique, qui ont permis, selon lui, une augmentation des investissements et une amélioration du climat des affaires à même d'offrir l'opportunité aux entreprises espagnoles d'investir en Algérie, en relevant que l'Espagne capitalise une « expérience importante » dans les domaines de l'industrie, des énergies renouvelables, de la construction et des ressources en eau. Le ministre espagnol a invité, à cette occasion, Bouchouareb à effectuer une visite en Espagne pour faire connaître les opportunités d'affaires offertes par le marché algérien. Sept partenariats entre des entreprises algériennes et leurs homologues espagnoles ont été finalisés durant l'exercice 2013-2014, rappelle-t-on. Ces partenariats concernent la fabrication des véhicules industriels, les matériaux de construction



Ph. B. Mehdji/A.

ainsi que le développement d'activités de récupération et de recyclage de déchets. En 2014, l'Espagne était le premier client de l'Algérie avec 9,71 milliards de dollars d'exportations algériennes, et son quatrième four-

nisseur avec 4,98 milliards de dollars d'exportations espagnoles. Un Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération entre l'Algérie et l'Espagne a été paraphé par les deux parties en octobre 2002. S. K / APS

24^e édition du Sicom Djezzy relève le défi de la sécurité des données

COMME CHAQUE année, Djezzy, leader de la téléphonie mobile en Algérie, sera présent au Salon international de l'informatique, de la bureautique et de la communication (Sicom). Prévu du 08 au 12 avril, au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), la 24^e édition a choisi pour thème « La maintenance Informatique, Mobilité et Sécurité des données ». Les visiteurs de notre stand, qui seront accueillis par une équipe de professionnels, pourront découvrir ainsi toutes les informations sur les enjeux de la sécurité des données dans le secteur de la téléphonie mobile, un sujet au centre d'intérêt pour Djezzy qui ne cesse d'en développer les solutions les plus fiables, en s'associant avec les entreprises les plus avancées dans ce domaine. Djezzy commercialise, en partenariat avec le géant mondial Google, la solution Cloud pour les entreprises, laquelle offre une sécurité maximale sur tous les échanges. Les particuliers tout comme les professionnels, qui souhaitent vivre cet événement à nos côtés, pourront également découvrir un large éventail d'offres commerciales qui répondent aux besoins de tous les profils et qui restent les plus généreuses du marché. Événement incontournable dans le domaine des NTIC, le Sicom accueille chaque année plus de 160 exposants nationaux et internationaux et plus de 160 000 visiteurs grand public et professionnels.

Communiqué

Pour stimuler la productivité en Afrique du Nord

L'innovation, un des leviers, selon BAD

La dynamisation de l'innovation dans les pays de l'Afrique du Nord est un élément qui revêt une importance capitale pour stimuler la productivité, affirme la Banque africaine de développement (BAD) dans une analyse sur la productivité dans les pays de cette région. Cette étude de cette banque régionale, qui met en relief les principaux déterminants de l'innovation et leur impact sur la performance des entreprises en citant les cas de l'Algérie et de l'Égypte notamment, souligne qu'une attention particulière devrait être portée aux systèmes nationaux d'innovation. Pour stimuler l'innovation, la BAD préconise le renforcement de la gouvernance du système national d'innovation et la dynamisation

de la recherche et de l'entreprise afin de décloisonner les deux sphères et assurer un interface plus efficace. Il s'agit aussi de renforcer l'enseignement supérieur et la formation professionnelle en vue d'améliorer les compétences des ressources humaines pour une meilleure contribution à la production, ajoute la banque. Elle propose aussi de mettre en place des programmes d'incitation plus avantageux aux investissements directs étrangers (IDE) innovants à plus forte valeur ajoutée et suffisamment intégrés en amont et en aval de l'économie locale. Les pays de cette région devraient également mettre en place et soutenir des mécanismes de contractualisation dans les sciences et tech-

nologies entre les centres de recherche, les universités, les entreprises locales potentiellement innovantes et les entreprises étrangères désireuses de délocaliser leurs activités de recherche et développement. Ce dernier segment n'est pas à l'origine de l'innovation dans les pays d'Afrique du Nord, déplore la BAD qui souligne qu'elle se manifeste par l'adoption et l'adaptation de technologies créées ailleurs via des mécanismes d'apprentissage et l'assimilation nécessitant une meilleure qualification du capital humain et un assainissement du climat d'investissement.

Anis Gh.

Pétrole

La chute des prix évoquée en Conseil des ministres arabes des Finances

L'impact de la chute des cours de pétrole sur la situation financière des pays arabes a été au menu des travaux de la 6^e session du Conseil des ministres arabes des Finances, tenue à Koweït, en présence du ministre des Finances, Mohamed Djellab, a indiqué un communiqué du ministère. Au cours de cette

réunion, tenue en marge des assemblées annuelles des institutions financières arabes, les ministres arabes ont examiné la situation économique et financière internationale et ses conséquences sur les économies des pays arabes et, plus particulièrement, sur les pays arabes exportateurs de pétrole suite à la forte baisse des cours du brut. Les

ministres arabes des Finances se sont, par ailleurs, concentrés sur la nécessité de coordonner leurs positions au sein des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale...). Djellab a également participé à la cinquième réunion du Conseil de supervision du Compte spécial pour le financement de la PME au secteur privé, dont l'objectif

est d'aider ces entreprises dans les pays arabes en leur apportant le financement et l'assistance technique nécessaire. En marge de ces réunions, le ministre a rencontré les responsables des institutions financières arabes avec lesquels il a évoqué les relations avec l'Algérie.

A.H/APS

Change

Remontée de l'euro face au dollar

L'euro progressait un peu face au dollar hier, dans l'attente de l'issue d'une visite du Premier ministre grec en Russie et de la publication des minutes de la dernière réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed). La monnaie européenne valait 1,0864 dollar en milieu de matinée, contre 1,0811 dollar mardi soir. Elle montait légèrement face à la monnaie japonaise, tandis que le dollar baissait face à la

monnaie japonaise, à 119,86 yens contre 120,34 yens mardi soir. « Il y a plusieurs gros catalyseurs potentiels pour les marchés (mercredi) alors les courtiers pourraient bien être un peu plus nerveux qu'à l'accoutumée », commentait un analyste chez Oanda. Les investisseurs observaient ainsi la situation en Grèce dont le Premier ministre, Alexis Tsipras, en pleine négociation avec les créanciers publics du pays (UE et FMI), est l'hôte de Vladimir Poutine ce mercredi dans

le cadre d'une visite de deux jours à Moscou, au grand dam de ses partenaires européens. « Étant donné les relations actuellement tendues entre l'Europe et la Russie après la mise en place de sanctions contre cette dernière du fait de son rôle dans la crise ukrainienne, il ne fait aucun doute qu'un accord entre la Grèce et la Russie sera vu comme déloyal par les Européens qui veulent montrer un front uni contre Vladimir Poutine », estimait Erlam. R.E.

Tizi Ouzou

Le programme complémentaire réalisé à près de 80%

■ Le programme complémentaire, doté d'une enveloppe financière de 42,2 milliards de dinars, accordée à Tizi Ouzou, à la faveur de la visite du Premier ministre Abdelmalek Sellal dans cette wilaya en juillet 2013, a atteint un taux de réalisation de près de 80%, a annoncé mardi, le wali Abdelkader Bouazghi.

Par Farid K. /APS

Intervenant à la clôture des travaux de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), consacrée à l'examen du bilan d'activité de la wilaya durant l'exercice 2014, Abdelkader Bouazghi a annoncé que plusieurs opérations inscrites au titre de ce programme ont été réceptionnées ou sont en voie d'achèvement.

L'ensemble de ce programme est lancé dans sa totalité et une partie est déjà achevée, a-t-il ajouté. Il s'agit entre autres du projet de dédoublement de la RN12 à partir d'Oued-Aïssi vers Azazga doté d'une enveloppe de 5 milliards de dinars et du programme d'amélioration de l'alimentation en eau potable dans la wilaya de Tizi Ouzou, avec un programme de réalisation de 30 réservoirs d'eau de différentes capacités de stockage et la réhabilitation des équipements électromécaniques, pour un montant

de 1,1 milliard de dinars qui sont en cours d'achèvement. Pour le centre anticancer, qui accuse un retard dans la réalisation, une demande de réévaluation a été introduite par la wilaya afin de prendre en charge les travaux hors-marché, a-t-il indiqué. Par ailleurs, il a informé qu'un montant de plus de 7 milliards de dinars a été déjà consommé sur l'enveloppe spéciale de 10 milliards de dinars destinée à l'acquisition d'assiettes foncières dans la wilaya.

Concernant les projets structurants inscrits au profit de la wilaya, au titre du plan quinquennal 2010/2014, M. Bouazghi a déclaré que les différents chantiers avancent à une cadence appréciable après la levée des contraintes et oppositions enregistrées, à l'instar du stade couvert de 50 000 places, de la pénétrante à l'autoroute Est-Ouest où 90% des contraintes rencontrées sur le tracé ont été levées, a-t-il déclaré, ajoutant



Ph. > D. R.

que le groupement d'entreprises chargé de sa réalisation a été appelé à redoubler d'efforts pour rattraper le retard accusé sur deux mois en raison des intempéries.

S'agissant du téléphérique, qui accuse un retard, le wali a évoqué les difficultés rencontrées pour réaliser un tel projet en milieu urbain, signalant de nombreuses oppositions qui sont levées progressivement. Quant à la réalisation du barrage de Souk Tlata, le chantier avance difficilement en raison d'oppositions récurrentes, a-t-il

signalé. Pour ce qui est du projet de modernisation et d'électrification de la voie ferrée Thénia/Tizi Ouzou, le chef de l'exécutif a fait savoir que l'entreprise réalisatrice n'est pas confrontée à des oppositions farouches, mais plutôt à des problèmes de réalisation qui sont en voie de règlement, a-t-il observé.

Le wali a toutefois déploré un climat difficile qui risque de compromettre le développement dans la wilaya de Tizi Ouzou, citant pour exemple, le blocage pendant près de six mois de l'Assemblée populaire commu-

nale d'Azazga fermée par des citoyens qui demandent la dissolution de cette APC, avant sa réouverture par la force publique en mars dernier. Selon le chef de l'exécutif il y a de la manipulation dans cette affaire, que ni le dialogue ni les négociations, ni les concessions et ni la loi n'ont permis d'aboutir au règlement de cette crise. Le wali a également dénoncé la grève illimitée des employés du Trésor public qui risque de bloquer les salaires de 300 000 fonctionnaires, les pensions des moudjahidine et celles des handicapés, entre autres, grève qui risque également de bloquer les projets d'investissement faute de paiement des entreprises en charge du programme de développement dans la wilaya, a-t-il ajouté.

F. K. /APS

Bouira

Projets en perspective pour renforcer l'alimentation en électricité et en gaz

Plusieurs projets seront lancés «prochainement» à Bouira afin de renforcer l'alimentation en électricité et en gaz naturel dans la wilaya, a-t-on appris auprès des responsables locaux de la société de distribution (SDC). Concernant le volet gaz, il est question du raccordement de quelque 12 301 foyers sur un réseau long de 1 022 km. Une fois ce projet achevé, le taux de raccordement en cette énergie dans la wilaya passera de 65 % actuellement, à 75 %, a expliqué Boukhalfa Abdelmadjid, responsable du service études et travaux au sein de la SDC de Bouira. Selon les statistiques fournies par le même responsable, plus de 37 000 foyers ont été déjà raccordés au réseau de distribution du gaz naturel durant la période 2010-2014 pour une enveloppe globale de plus de quatre milliards DA. «Il s'agit exactement de 37 381 foyers qui ont été raccordés au réseau

du gaz durant 2010-2014, alors qu'en 2010 le nombre n'était que de 7 784 foyers», a précisé M. Boukhalfa, en marge de journées portes ouvertes organisées par la SDC. S'agissant de l'énergie électrique, une série de projets est programmée pour renforcer l'alimentation en cette énergie, dont notamment la réhabilitation d'un poste d'électricité dans la ville de Sour El-Ghozlane (sud) pour un montant de 130 millions DA. Une enveloppe de 100 millions DA a aussi été dégagée pour réaliser, à l'horizon 2017, un autre poste d'électricité d'une puissance de 80 MVA dans la commune d'Oued El-Bardi (sud-est). Un projet similaire est prévu aussi dans la commune de Djebahia (ouest) et dont la réception est prévue en 2019, a fait savoir, de son côté, Ouidad Benyoucef, chargée de la communication à la SDC. Durant la période 2010-2014, pas moins de 2 847 foyers ont été raccordés

au réseau d'électricité sur une distance de plus de 243 km pour un montant de plus d'un milliard et demi de dinars, selon les chiffres donnés par la même responsable qui a annoncé que quelque 5 025 autres foyers bénéficieront «dans les mois à venir» de cette énergie. La SDC de Bouira œuvre aussi pour l'application du système de télé-relève pour collecter à distance les données concernant la consommation électrique auprès de ses abonnés. «Ce système, appelé identification de données via radiofréquence, permettra d'avoir des informations et chiffres sur la consommation et sur l'abonné sans déplacement de nos agents», a expliqué le directeur de la SDC de Bouira, Khaled Nacer. Ce projet est en cours de test à Blida et il devra être mis en exploitation prochainement, a-t-il dit, en marge des journées portes ouvertes.

A.O./APS

Tamanrasset

Réhabilitation des voies urbaines à In-Ghar

Des travaux de réhabilitation du réseau urbain, dans la commune d'In-Ghar, daïra d'In-Salah, ont été lancés, a-t-on appris auprès des responsables de cette collectivité.

Doté d'un financement de 22,3 millions DA, le projet porte sur la réhabilitation de 7 km de

voies urbaines, à l'instar de l'artère principale menant vers Hay Ksar Djeddid, via le quartier «El-Salam» dans la zone Est de la ville, a précisé le président de l'Assemblée populaire communale (P-APC), Mohamed Salah Belberka. Cet axe routier, dans les délais des travaux sont fixés

à trois mois, s'est sérieusement dégradé, notamment, après les travaux menés sur le réseau d'assainissement, a-t-il précisé.

L'opération prévoit aussi le renforcement et la réhabilitation de la RN-52 reliant la daïra d'In-Salah (Tamanrasset) à la wilaya d'Adrar sur 12 km, selon le

même responsable. Cet axe routier avait déjà bénéficié d'une opération d'extension et d'installation de l'éclairage public, à la faveur d'un financement public de 130 millions DA.

L.B.

Oran Opération pilote de dénomination des rues d'Es-Sénia

UNE OPÉRATION pilote, portant recensement et dénomination des artères a été lancée au niveau de la commune d'Es-Sénia (Oran), a-t-on appris lors d'une rencontre consacrée à cette action. Une présentation des premiers travaux réalisés a été donnée par des cadres de cette collectivité au niveau de l'Unité de recherche sur la culture, la communication, les langues, les littératures et les arts (UCCLLA). Cette initiative a été entamée par la rue portant le nom du chahid Chorfi Mohamed (1902-1959) qui a vu la mise en place de nouvelles plaques murales visibles tout au long de l'artère ainsi que la numérotation des domiciles et locaux. Un plan de «panneautage» a été également élaboré en vue de la généralisation de l'opération à l'ensemble des sites urbains de la commune d'Es-Sénia, a-t-on indiqué. L'importance de la précision toponymique a été mise en exergue à cette occasion par des chercheurs de l'UCCLLA, à l'instar de Sara Hedja qui a insisté sur la normalisation conformément au standard international. Le sociologue et historien Sadek Benkada a plaidé quant à lui pour la prise en considération de l'envergure des voies urbaines afin d'en déterminer la catégorie (rue, avenue, boulevard...). Cette rencontre intervient dans le cadre d'un cycle de manifestations scientifiques programmées par l'UCCLLA, établissement relevant du Centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC), basé à Oran.

R.R.



Tunisie

Caid Essebsi reçoit à Paris la promesse d'une «coopération exemplaire»

■ Trois semaines après l'attentat du musée du Bardo à Tunis, le président tunisien Béji Caïd Essebsi a entamé mardi une visite d'Etat de deux jours en France, où François Hollande a promis une «coopération exemplaire», en matière sécuritaire, économique et culturelle.

Par Salim O./Agence

Cette visite intervient aussi une dizaine de jours après celle effectuée par le chef de l'Etat français à Tunis pour participer à une grande marche de protestation contre le terrorisme après l'attentat du 18 mars contre le musée du Bardo qui a fait 22 morts, dont 21 touristes parmi lesquels quatre Français.

«Nos deux pays sont côte à côte pour faire face aux épreuves», a lancé M. Hollande, lors d'une conférence de presse commune à l'Elysée, promettant une «coopération exemplaire» de la France avec la Tunisie. Sans entrer dans le détail, il a mentionné des «échanges de renseignements» et un renforcement de la coopération pour assurer la sécurité de la frontière tunisienne, voisine de la Libye en plein chaos.

De la même manière, les deux chefs d'Etat sont restés très évasifs, interrogés sur des négociations tripartites avec les Emirats arabes unis pour l'acquisition d'armes par Tunis, afin de renforcer le contrôle de ses frontières avec la Libye mais aussi l'Algérie.

«On ne peut pas parler de choses qui n'ont pas été réalisées», a déclaré le président tunisien à propos de ces négociations évoquées par le chef de la diplomatie tunisienne, Taïeb Baccouche, tandis que François Hollande a souligné qu'il appartenait à la Tunisie de «savoir comment elle veut être accompagnée et par qui». Le président français a par ailleurs acté la conversion de dettes tunisiennes à hauteur de 60 millions d'euros en investissements, déjà évoquée lors de sa première visite présidentielle à Tunis en 2013, et a promis que la France serait «l'ambassadeur de la Tunisie en Europe» pour mobiliser le soutien de l'UE. «Nous sommes au milieu du gué», a pour sa part reconnu M. Essebsi, rappelant que la Tunisie était un pays «en voie de démocratisation» et parlant d'une «œuvre immense» à accomplir encore pour lutter contre la pauvreté dans son pays.



Ph. : DR

Tourisme en berne

Geste rare, réservé jusqu'à présent au seul président chinois Xi Jinping, François Hollande avait auparavant reçu en personne son homologue tunisien à l'Hôtel des Invalides, manière de souligner une nouvelle fois l'attachement de la France au processus démocratique en Tunisie, pays pionnier des printemps arabes. Les deux hommes ont ensuite traversé la Seine à bord du même véhicule sur le Pont Alexandre III, escortés par les cavaliers et les motards de la Garde républicaine avant de rejoindre l'Elysée, quelques centaines de mètres plus loin. Dans la soirée, un dîner d'Etat sera offert en l'honneur de Béji Caïd Essebsi au palais présidentiel français.

Premier président tunisien élu démocratiquement, il devait aussi s'exprimer mardi après-midi devant le Sénat avant d'être reçu mercredi à déjeuner par le Premier ministre, Manuel Valls. La coopération promise par la France est cruciale aussi pour l'économie tunisienne alors que le secteur du tourisme, stratégique, a subi un rude coup après l'attentat du Bardo, avec des

réservations en chute de 60% selon le Syndicat national (français) des agents de voyages (SNAV). «Une fois encore, j'appelle tous mes compatriotes qui aiment la Tunisie à y venir», a lancé le chef de l'Etat français aux côtés de son homologue tunisien qui a achevé leur conférence de presse commune par un appel à ses concitoyens résidant en France : «Continuez à vivre dans ce pays qui vous accueille, respectez ses lois et restez de bons musulmans». «La religion n'a rien à faire dans cette affaire», a-t-il souligné, appelant à bien «faire la différence entre musulmans et

islamisme, un mouvement essentiellement politique qui instrumentalise la religion à des fins d'accès au pouvoir par la force». L'Islam, a-t-il insisté, «n'a rien à voir avec cela, c'est une religion d'ouverture, qui accepte de cohabiter avec d'autres religions». La France est le premier partenaire commercial de la Tunisie et son premier investisseur extérieur. Quelque 1 300 entreprises françaises employant plus de 125 000 personnes sont implantées en Tunisie. Elle est aussi le premier pays pourvoyeur de touristes et le premier bailleur de fonds bilatéral.

S.O./Agence

Le projet de loi portant création du Conseil supérieur de la magistrature en débat

LE PROJET de loi portant création du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) de la Tunisie sera débattu lundi prochain par la commission parlementaire de la législation générale. La commission compétente entamera la discussion du projet de loi portant création du Conseil supérieur de la magistrature après avoir terminé l'audition des différentes structures et organisations concernées par la question. Ladite commission a auditionné, mardi, des représentants du service du contentieux de l'Etat et du tribunal administratif qui réclament une représentativité au sein du CSM. Le Conseil supérieur de la magistrature doit être installé d'ici le 28 avril courant, conformément aux délais fixés par la Constitution tunisienne.

S.O.

Libye

Le Parlement reconnu lance une enquête sur l'assassinat de l'ambassadeur américain

Le Parlement libyen reconnu par la communauté internationale a annoncé qu'il disposait de «nouveaux éléments» sur l'assassinat de l'ambassadeur américain en 2012 à Benghazi, dans l'est du pays, et qu'il lançait une enquête à cet effet. Selon un de ses membres, le Parlement libyen a recueilli de «nouveaux éléments sur les véritables auteurs de cette attaque» et va avoir des contacts ce sujet avec le FBI. «J'ai été chargé aujourd'hui de diriger une équipe d'enquête», a annoncé

à l'AFP Tareq Saqar al-Jérouchi, vice-président de la commission de la sécurité et de la défense au sein du Parlement, basé à Tobrouk (est). Il a affirmé que «son équipe disposait de nouveaux éléments sur les véritables auteurs de l'attaque» et qu'elle allait travailler «étroitement avec le FBI et les commissions d'enquête lancées par le Congrès américain». Il n'a pas donné plus de détails sur l'identité des assaillants. Selon lui, une délégation parlementaire libyenne va se rendre dans les pro-

chains jours aux Etats-Unis pour des «consultations avec les membres du Congrès» sur cette affaire. L'attaque contre le consulat américain de Benghazi, le 11 septembre 2012, avait coûté la vie à l'ambassadeur américain en Libye, Christopher Stevens, et trois autres agents américains. Elle avait été attribuée à l'époque au groupe armé Ansar Asharia, classé comme «terroriste» par les Etats-Unis et l'ONU.

Lamia F. / APS

Sahara occidental Le Front Polisario salue les positions «de principe» du CPS de l'UA

LE FRONT Polisario s'est félicité de la décision «historique» adoptée le 27 mars dernier par le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA), appréciant «les positions de principe en découlant, en conformité avec la Charte et les décisions de l'Union africaine et des Nations unies», rapporte mardi l'agence de presse sahraouie (SPS). Le Bureau du secrétariat national (SN) du Front Polisario, présidé par Mohamed Abdelaziz, secrétaire général du Front Polisario, s'est félicité de cette «nouvelle avancée» de la cause sahraouie, saluant les «mesures concrètes» adoptées par le CPS dont la relance du comité des sages des chefs d'Etats africains pour le Sahara occidental et la constitution d'une commission internationale de contact pour assurer le suivi périodique de la question. Par ailleurs, le Front Polisario a condamné «la persistance de l'occupation marocaine du Sahara occidental, dernière colonie en Afrique», soulignant «le droit du peuple sahraoui à l'indépendance et à ses ressources naturelles». Le Bureau du SN du Front Polisario a mis en garde contre «les dangers qui menacent la paix et la stabilité dans la région en l'absence d'une position concrète de la communauté internationale face à la politique d'intransigeance, d'obstruction, de violations des droits de l'homme et d'expansion, adoptée par le Maroc, qui, principal producteur et exportateur de drogue contribue à financer et encourager les organisations criminelles et les groupes terroristes», ajoute la même source. Le Front Polisario a rappelé que la question du Sahara occidental «ne peut être résolue que dans son contexte juridique et politique tel que défini par la Charte et les résolutions des Nations unies, en tant que cas de décolonisation et sa solution passe à travers l'exercice du peuple sahraoui de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance».

Ramy G./ SPS



Yémen

Washington «accélère» des livraisons d'armes, retards des secours

■ Washington a «accéléré» des livraisons d'armes à ses alliés du Golfe en soutien à l'opération lancée par l'Arabie Saoudite contre les rebelles chiites au Yémen, où l'incertitude persistait hier quant à l'arrivée d'un premier avion d'aide médicale.

Par Ali O.

Au 14^e jour de cette intervention militaire, onze personnes au moins ont été tuées à Aden, la grande ville portuaire du Sud, lors d'affrontements entre rebelles chiites et partisans du président Abd Rabbo Mansour Hadi soutenu par l'Arabie, selon une source militaire.

Les rebelles ont pignoné de nouveau au canon de char et aux obus de mortier le quartier de Crater, dans le centre, depuis des collines surplombant la ville, a indiqué à l'AFF un responsable local, qui a fait état de morts et de blessés. Des cadavres étaient visibles dans les rues et des appels à l'aide ont été lancés par haut-parleur depuis les mosquées, selon des habitants. Ces derniers jours, les combats se sont concentrés dans le sud du Yémen, pays pauvre de la Péninsule arabique, soumis depuis le 26 mars aux raids aériens d'une coalition arabo-sunnite menée par Riyad en soutien au président Hadi. Ce dernier a été

contraint de quitter le Yémen sous la pression de ses adversaires, les rebelles chiites appelés Houthis et qui sont alliés à des militaires restés fidèles à l'ex-chef de l'État Ali Abdallah Saleh. Les monarchies du Golfe ont proposé mardi au Conseil de sécurité de l'ONU un projet de résolution qui frapperait de sanctions le chef des rebelles, Abdel Malek Al-Houthi, et le fils aîné de l'ex-président, Ahmed Ali Abdallah Saleh. Le texte propose d'imposer aussi aux rebelles et à leurs alliés un embargo sur les armes et de les sommer de cesser les hostilités et d'abandonner le pouvoir «immédiatement et sans conditions». Dans son opération, l'Arabie saoudite a reçu l'appui des États-Unis, dont le secrétaire d'État adjoint Antony Blinken a indiqué mardi à Riyad que son pays «accélérait» ses livraisons d'armes au royaume avec lequel il partage déjà des renseignements. «L'Arabie Saoudite envoie un message fort aux Houthis et leurs alliés qu'ils ne peuvent pas contrôler le Yémen par la force», a déclaré



Blinken, ajoutant qu'«en soutien à cet effort, nous avons accéléré les livraisons d'armes». A Washington, un responsable américain a indiqué à l'AFF que les États-Unis envoyaient des munitions à guidage de précision aux Emirats arabes unis, qu'ils utilisent avec leurs partenaires du Golfe au sein de la coalition. Blinken, en tournée régionale, a accusé les adversaires du président Hadi d'avoir placé le Yémen «au bord de la faillite économique» et détruit ses institutions,

une situation que pourrait, selon lui, exploiter Al-Qaïda. Profitant du chaos dans le pays, Al-Qaïda dans la Péninsule arabique (Aqpa) s'est emparé partiellement la semaine dernière de Moukalla, grande métropole du sud-est du Yémen, où le groupe est très actif, selon des habitants. En visite à Tokyo, le secrétaire américain à la Défense Ashton Carter a reconnu hier qu'Aqpa «enregistrait» des avancées sur le terrain», mais promis de combattre ce groupe qui repré-

sente «depuis longtemps une menace sérieuse pour l'Occident, y compris les États-Unis». Les raids aériens de la coalition ont encore visé dans la nuit l'aéroport international d'Aden et la base aérienne d'Al-Anad, plus au nord, deux sites contrôlés par les rebelles. Cependant, le porte-parole de la coalition, le brigadier général Ahmed Assiri, a démenti mardi des frappes navales sur Aden, comme l'avaient évoqué des habitants. Les secours tardent à arriver au Yémen alors que le Comité international de la Croix-Rouge (Cicr) a prévenu mardi que la situation humanitaire était «catastrophique» à Aden en raison de la poursuite des combats. Un avion du Cicr chargé de 16 tonnes de médicaments était prévu pour arriver hier à Sana'a. Mais «aucun avion du Cicr n'a atterri à l'aéroport», a déclaré à l'AFF en début d'après-midi une source aéroportuaire. A Aden, certains blessés ne peuvent être soignés. «Les gens meurent en raison d'un manque de (personnel) traitant. Nous avons aussi besoin de médicaments et d'autres infirmières», a déclaré un médecin de l'hôpital militaire de la ville.

A. O.



Points chauds

Reconnaissance

Par Fouzia Mahmoudi

Décidément la brouille entre Barack Obama et Benyamin Netanyahu n'est pas prête de s'atténuer alors que s'amorce un début de relations significatif entre les États-Unis et l'un des pires ennemis d'Israël, l'Iran. Le dirigeant israélien n'a eu de cesse depuis plusieurs mois déjà d'essayer de saboter à tout prix les chances d'un accord avec Téhéran. Le prix qu'il a dû payer Netanyahu a d'ailleurs été sa relation avec le président américain qui s'est totalement détériorée alors que le leader israélien n'a pas hésité à le défier au Congrès à Washington. Et malgré la signature d'un accord-cadre que la Maison-Blanche a elle-même qualifiée d'historique, les Israéliens ont continué à essayer d'intervenir. Netanyahu a toutefois promis de continuer à peser pour obtenir un meilleur compromis que l'accord d'étape annoncé en Suisse. «Certains disent que la seule alternative à cet accord, c'est la guerre», a déclaré le Premier ministre israélien cité par ses services, «ce n'est pas vrai. Il y a une troisième possibilité: rester ferme, accroître la pression sur l'Iran jusqu'à ce qu'on parvienne à un bon accord». «Israël exige que tout accord final avec l'Iran inclut une reconnaissance iranienne claire et sans ambiguïté du droit à l'existence d'Israël», a-t-il ajouté. Or, Barack Obama a estimé lui-même que demander à l'Iran de reconnaître l'État d'Israël dans le cadre de l'accord naissant sur son programme nucléaire serait une «erreur de jugement fondamentale». Le président Obama, qui a engagé une offensive politique pour convaincre le Congrès de lui laisser les mains libres jusqu'au 30 juin, date avant laquelle l'accord avec Téhéran doit être finalisé, a indiqué à la radio américaine NPR que cette demande va au-delà du cadre des discussions en cours. «Dire que nous devrions conditionner le fait que l'Iran n'acquière pas l'arme nucléaire à un accord vérifiable dans lequel l'Iran reconnaît Israël, cela revient à dire que nous ne signerons aucun accord, à moins que la nature du régime iranien ne change complètement», a dit le président américain. «Et c'est, je pense, une erreur de jugement fondamentale». Il a également ajouté que l'Iran devait cesser de menacer Israël et de s'immiscer dans des conflits au Moyen-Orient, mais a tenu à séparer le rôle de Téhéran dans la région et l'accord de principe conclu jeudi dernier. «Nous ne souhaitons pas que l'Iran se dote de l'arme atomique justement parce que nous ne pouvons pas anticiper la nature du changement de régime», a-t-il expliqué. «Si soudain l'Iran se transformait en pays comme l'Allemagne, la Suède ou la France, alors il y aurait des discussions d'une autre nature sur ses infrastructures nucléaires.» Le chef de la majorité républicaine du Sénat américain, Mitch McConnell, a de son côté dénoncé lundi des concessions de l'administration Obama à l'Iran et confirmé que le Sénat aurait son mot à dire sur l'accord final en préparation. Reste à savoir si le Congrès et le Sénat laisseront la Maison-Blanche assez de liberté pour mener les discussions finales qui pourraient après des années de négociations enfin aboutir à un accord entre l'Iran et les États-Unis. Un accord qui semblait totalement invraisemblable, il a encore moins de dix ans alors que le président Républicain Georges W. Bush n'a cessé durant tout le long de son second mandat de menacer Téhéran d'une guerre et qui aujourd'hui semble à portée de main. La question sera de savoir ce qu'un tel accord changera et surtout comment les autres alliés de Washington qui sont les ennemis de l'Iran, telle l'Arabie Saoudite, vivront ce changement de cap. F. M.

Afghanistan

Un soldat de l'Otan tué dans des tirs entre soldats américains et afghans

Un soldat de la force de l'Otan en Afghanistan a été tué hier lors d'échanges de tirs entre soldats américains et afghans devant la résidence du gouverneur de la province afghane de Nangarhar (est), ont indiqué des responsables de la coalition.

L'échange de tirs est survenu à Jalalabad devant la résidence du gouverneur provincial qui s'entretenait alors avec un «haut responsable américain», a indiqué dans un communiqué l'ambassade américaine à Kaboul.

L'Otan a confirmé la mort d'un de ses soldats dans ces violences, sans confirmer sa nationalité américaine.

«Les Américains étaient accompagnés par un groupe de soldats

afghans depuis l'aéroport de Jalalabad. Ils étaient tous debout devant la résidence sécurisée du gouverneur lorsqu'un des soldats afghans a ouvert le feu sur les Américains. Les soldats américains ont répliqué. Ils ont tué l'assaillant et blessé deux autres membres des forces afghanes», a déclaré le chef de la police du Nangarhar, Fazal Ahmad Shirzad.

Fin janvier, trois Américains, des civils travaillant pour le département de la Défense et qui participaient à un programme d'entraînement de l'armée de l'air afghane, avaient été tués en plein aéroport de Kaboul par un homme portant l'uniforme de l'armée afghane mais qui était en fait un taliban, selon la rébellion.

Au cours des dernières années, des soldats de l'Otan, pourtant alliés aux forces afghanes, ont été pris pour cible à plusieurs reprises par des membres de l'armée afghane ou des insurgés talibans se faisant passer pour des soldats afghans. Ces tirs «fratricides» ont contribué à créer un climat de suspicion entre les forces de l'Otan et leurs alliés afghans qui ont pris le contrôle de la sécurité du pays confronté à l'insurrection des talibans.

L'Otan a mis fin en décembre dernier à sa mission de combat en Afghanistan, mais garde encore 12 000 soldats étrangers, dont 9 800 Américains, dans le pays afin d'appuyer et de former les forces afghanes.

Irak

Le groupe jihadiste État islamique libère plus de 200 Yazidis

Le groupe jihadiste État islamique a libéré plus de 200 membres de la minorité des Yazidis qu'il retenait en Irak depuis plusieurs mois, a déclaré hier un commandant des forces kurdes peshmergas. «Nous avons accueilli 227 Yazidis, parmi lesquels des femmes et des enfants» dans la province de Kirkouk, dans le nord du pays, a indiqué à l'AFF le général Westa Rassoul.

Les Yazidis ont été libérés lundi dans la province de Ninive, au nord-ouest de Kirkouk, mais ils ne sont arrivés dans les territoires sous contrôle kurde que deux jours plus tard, a-t-il expliqué.

«Nous avons négocié pendant des jours avec des cheikhs tribaux à Hawija et avons pu obtenir la libé-

ration des Yazidis kidnappés», a-t-il ajouté, en référence à une ville dans la province de Kirkouk, dans le nord de l'Irak, qui est contrôlée par l'EI.

Quelque 200 Yazidis avaient déjà été libérés en janvier par l'EI qui s'est emparé à partir de juin 2014 de nombreux pans de territoire en Irak, notamment au nord de Bagdad.

Le général kurde a indiqué que les Yazidis libérés cette semaine avaient été enlevés il y a quelques mois sans donner de date exacte.

En août 2014, le sort des Yazidis avait basculé lorsque l'EI pris un temps le contrôle des alentours de leur lieu du mont Sinjar, dans le nord de l'Irak. En quelques heures, des milliers d'entre eux

avaient fui à travers les montagnes pour trouver notamment refuge dans la région du Kurdistan irakien.

L'EI a procédé à de multiples exécutions d'hommes yazidis et enlevés des centaines, sinon des milliers, de femmes, vendues comme épouses aux jihadistes ou réduites à l'état d'esclave sexuelle, selon Amnesty International. Cette minorité non arabe et non musulmane est considérée comme hérétique par l'EI.

En mars, des enquêteurs de l'ONU ont estimé que les attaques de l'EI contre les Yazidis en Irak pourraient constituer un «génocide», demandant la saisie de la Cour pénale internationale (CPI).



Festival du théâtre professionnel de Sidi Bel-Abbès

Un évènement d'envergure nationale

■ Les amoureux du quatrième art à Sidi Bel-Abbès sont en rendez-vous depuis le huit du mois d'avril courant avec de belles représentations théâtrales. Ces dernières s'inscrivent dans le cadre du festival du théâtre professionnel qui est devenu un rendez-vous important où les amateurs, professionnels et acteurs en herbe trouvent leur refuge. Ce rendez-vous théâtral qui sera clôturé dans la soirée d'aujourd'hui a vu la participation de troupes des différentes régions du pays.

Par Abia Selles

Organisée au théâtre régional de Sidi Bel-Abbès, la neuvième édition du festival du théâtre professionnel est placée sous le thème «Le théâtre et les personnes aux besoins spécifiques». La traditionnelle cérémonie d'ouverture était marquée par un hommage posthume au regretté Abdelkader Hamidi, artiste dont le rôle prépondérant dans la mise en place d'un théâtre consacré aux personnes handicapées est aujourd'hui salué. Cette soirée-hommage s'est

poursuivi avec la représentation de la pièce «Chambre d'amis», puis la projection d'un film documentaire réalisé par Sadek El Kebir sur Abdelkader Hamidi.

Dès le lendemain, six œuvres théâtrales sont entrées en lice pour décrocher une participation au Festival national du théâtre professionnel d'Alger (FNTP). On y compte : «Souqout hor» (Chute libre) de l'association Mahfoud Touahri de Miliana ; «El Djour'a» de l'association Echourouk pour la culture et le théâtre de Mascara ; «Qissass Nassin» de la Fondation Abdelkader-Alloula d'Oran ; «Ana



oua el maréchal» de la coopérative Warchat Al Bahia Lil Masrah d'Oran ; «Psychose 90» de l'association culturelle El Ichara pour le théâtre de Mostaganem et «Fen Al comedia» de la coopérative Dhaya' Al Khachaba de Tiaret. Entrant dans cadre de la thématique retenue pour cette édition, la journée de dimanche a vu la représentation de la pièce «Mouâwaq wa lakin...» (Handicapé mais...) du Théâtre

national algérien. Le lendemain, une conférence intitulée «Le théâtre et les personnes aux besoins spécifiques» a été animée sous la direction de D'Iriss Gueroua, avec la participation des étudiants en arts dramatiques de l'Université de Sidi Bel-Abbès. Outre la compétition officielle, des représentations en hors-compétition, pour adultes et enfants, sont prévues tout au long de la manifestation dans

plusieurs salles et espaces de la ville, comme le Centre médical pédagogique Meriem des enfants handicapés mentaux et physiques, le Centre Ni'ma des personnes aux besoins spécifiques, le Centre spécialisé pour la protection de l'enfance à Sidi Brahim... Le festival prendra fin ce soir sur une représentation du théâtre régional de SBA intitulée «Dellali», écrite par Youcef Mila et mise en scène par Abdelkader Djeriou avant la proclamation du palmarès de l'édition. A.S.

Musique

Cheb Khaled condamné pour plagiat à Paris

Le chanteur de raï algérien Cheb Khaled a été condamné vendredi par le tribunal de grande instance de Paris pour avoir plagié la musique d'un auteur algérien, Cheb Rabah, pour la composition de son plus gros succès international, «Didi», a rapporté mardi l'AFP citant les avocats des deux artistes.

Le tribunal a condamné le king du raï à restituer à Cheb Rabah les droits d'auteurs perçus pour la composition musicale de l'œuvre «Didi», commercialisée à partir de 1991, au titre de son exploitation dans le monde pour une période postérieure à juin

2003. Le chanteur a également été condamné à payer à Rabah Zeradine, dit Cheb Rabah, une somme de 100 000 euros, en réparation de son préjudice moral, et une somme de 100 000 euros, en réparation des atteintes à son droit moral d'auteur, considérant que Rabah Zeradine avait perdu une chance de gagner en notoriété du fait du succès de la chanson.

Le tribunal a enfin ordonné à la SACEM (Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique) «de modifier toute sa documentation» concernant la chanson

«Didi» pour faire désormais bénéficier Cheb Rabah d'une part des droits «en tant que seul compositeur» de l'œuvre.

La chanson «Didi» a connu un grand succès dans plusieurs continents, notamment en Europe où elle est entrée dans le haut des hits parades en France, en Belgique, en Espagne et en Asie. La chanson a également été utilisée dans un film de Bollywood et a été jouée lors de la cérémonie d'ouverture de la Coupe du monde de football en Afrique du Sud en 2010.

L.B.

Théâtre régional de Mascara

«Harmonica»

Le théâtre régional de Mascara (TRM) s'est lancé dans la production d'une nouvelle pièce théâtrale intitulée «Harmonica», en collaboration avec le commissariat de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe 2015», a-t-on appris mardi auprès de cet établissement culturel. Mise en scène par Khaled Belhadj de Constantine et écrite par le dramaturge Fethi Kafi, cette pièce est adaptée de trois œuvres du

grand romancier Malek Haddad que sont «Pas de réponse au quai des fleurs», «Je t'offrirai une gazelle» et «L'élève et la leçon», a indiqué le chef de département artistique et technique du TRM, Khadidja Nemr.

Cette œuvre raconte l'histoire d'un écrivain algérien à l'époque coloniale qui se rend à Paris pour y vivre. Tentant de publier son roman, il rencontre des entraves de la part d'un éditeur français.

Le scénario est élaboré, les acteurs qui interpréteront dix rôles dans cette pièce ont été choisis et les répétitions devront démarrer fin avril en cours.

La générale de cette pièce sera présentée à Constantine fin juin prochain, selon la même source.

Un accord a été signé entre le théâtre régional de Mascara et le commissariat de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe 2015», qui finance

cette production, pour présenter trois œuvres à Constantine et trois autres au Théâtre national algérien (TNA), en plus de la programmation de représentations à Mascara et d'autres wilayas du pays, a-t-on indiqué.

La pièce «Harmonica» est la 16^e production du théâtre régional de Mascara depuis sa création, il y a trois ans, dont quatre œuvres destinées aux enfants.

F.H.

Goncourt 2015 du premier roman

«Meursault, contre-enquête» de Kamel Daoud en lice

Le roman «Meursault, contre-enquête» de l'écrivain et journaliste algérien Kamel Daoud est sélectionné pour le Prix Goncourt du premier roman 2015, rapportent mardi de nombreux médias citant l'Académie Goncourt.

Kamel Daoud est nommé aux côtés de trois autres auteurs pour cette distinction qui sera décernée le 5 mai prochain en même temps que le prestigieux Prix Goncourt

auquel l'écrivain algérien avait été finaliste en 2014. Paru en 2013 en Algérie avant d'être édité en France, «Meursault, contre-enquête» reprend l'histoire de l'assassinat commis par le personnage polémique de «L'Étranger» d'Albert Camus, en livrant une version du meurtre racontée d'un point de vue algérien par le frère de «l'Arabe» assassiné.

Le livre avait remporté en 2014 le Prix François Mauriac de l'Académie française et

le Prix des Cinq continents, décerné par l'Organisation internationale de la francophonie, en plus du Prix «Escale littéraire» d'Alger, décerné par des écrivains et journalistes algériens et français.

En plus d'avoir été finaliste du Prix Goncourt 2014, le romancier avait également reçu le Prix «Liste Goncourt-le choix de l'Orient» au 21^e Salon du livre francophone de Beyrouth (Liban).

R.I.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Salle Ibn-Khaldoun

Jusqu'au 19 avril : Projection du film Les portes du soleil : Algérie pour toujours de Jean-Marc Minéo

Galerie Asselhal

Jusqu'au 16 avril : Exposition de peinture par l'artiste Amel Benghezala.

Villa Abdeltif

Jusqu'au 18 avril : Exposition de peinture «Offrande au pays du Cèdre» de l'artiste Djahida Houadef.

Institut culturel italien

Jusqu'au 25 avril : Exposition de costumes italiens du XVe au XIXe siècles, par l'atelier Il Costumes de Rome.

Galerie Baya du palais de la culture

Moufidi Zakaria Jusqu'au 28 avril : Exposition de l'artiste peintre Mustapha Nedjai

Institut Cervantes d'Alger

11 avril : Conférence sous le thème «Alger à l'époque de Miguel Cervantes, 1575-1580». Elle sera animée par l'historien et archéologue Aderrahmane Khelifa.

Aïda Gallery (Dély-Ibrahim)

Du 11 au 25 avril : Exposition de peinture de l'artiste Youcef Hafid

Centre culturel Mustapha-Kateb

Jusqu'au 14 avril : Exposition d'arts plastiques par l'artiste Bedri Mohamed Zaghloul.

Villa Abdeltif

Jusqu'au 18 avril : Exposition de peinture «Offrande au pays du Cèdre» de l'artiste Djahida Houadef.

Institut culturel italien

Jusqu'au 25 avril : Exposition de costumes italiens du XVe au XIXe siècles, par l'atelier Il Costumes de Rome.

Coup-franc direct



On ne retient pas la leçon !

Par Anouar M.

Encore une fois, la JSK a été victime de graves dérapages de supporters, avec la blessure causée au gardien international des Canaris qui, comme le regrette Ebossé, a été victime d'un jet de projectiles provenant des tribunes, lors d'un match amical à Bouira. Décidément on ne retient pas la leçon après qu'il y a eu pourtant mort d'homme et qui a, ensuite, mis le club dans une situation des plus dramatiques. Les supporters continuent à user d'une rare et inexplicable violence qui n'augure rien de bon, surtout quand on sait qu'elle donne une image néfaste de notre image surtout au cas où on obtiendrait l'organisation de la CAN. Ces pseudos supporters n'arrivent pas à comprendre que le football n'est qu'un jeu en définitive et qui ne mérite donc pas ce genre de comportement injustifié. Ces derniers ont eu aussi un terrain propice parce que les responsables n'ont pas traité ce fléau comme il le fallait en n'appliquant pas les orientations qu'ils avaient pourtant prévues et notamment de mettre les caméras dans les enceintes et dans les alentours des stades et en étant fermes avec les fauteurs de trouble et les récidivistes. Il faudra donc tout revoir et être très ferme avec ce genre de situation pour éviter que ces scènes reviennent sur

DRB Tadjanet

Un mois de suspension pour l'entraîneur Bougherara

L'entraîneur du DRB Tadjanet, Lyamine Bougherara, a écopé d'un mois de suspension ferme, rehaussé d'une amende de 30 000 DA suite aux incidents ayant émaillé le match de la 25^e journée de L2 remporté par son équipe (0-1) le 3 avril chez l'USMM Hadjout, a indiqué la LFP sur son site officiel. «La suspension de Bougherara prend effet à partir du 4 avril» a précisé le communiqué de la LFP, dont la commission de discipline a infligé également «trois matchs à huis clos» ainsi qu'une «amende de 300 000 DA à l'USMMH» pour «graves incidents ayant entraîné la blessure d'officiels» lors du même match. Pour sa part, l'USM Blida, leader de la Ligue 2 Mobilis de football, a écopé d'un



match à huis clos, rehaussé d'une amende de 100 000 DA pour jet de projectiles lors de la réception du CABB Arréridj (1-1) pour le compte de la 25^e journée, disputée le week-end dernier. La Commission de discipline de la LFP a rendu, par ailleurs, son verdict dans l'affaire FC Constantine-Affak Relizane, disputé le 4 avril pour le compte des quarts de finale de la Coupe d'Algérie féminine de football. La joueuse de l'Affak Relizane, Fethia Bekhedra, exclue lors dudit match a écopé de quatre matchs de suspension, rehaussés d'une amende de 5 000 DA, au moment où son entraîneur, Sid-Ahmed Mouaz a pris un match et une amende de 1000 DA.

JS Kabylie

Doukha victime d'une agression à Bouira



Le gardien de la JSK, Azzedine Doukha, a été victime, mardi, d'une agression lors du match amical contre le Mouloudia de Bouira (MBB) au stade Saïd Bourouba de Bouira, a-t-on constaté. Une pierre lancée des tribunes a touché le portier kabyle à la tête lui causant une légère blessure, ce qui a contraint les responsables des deux équipes de mettre fin prématurément à ce match pour éviter d'autres incidents. «Doukha est tombé après avoir reçu une pierre sur sa tête, le blessant légèrement. Il a reçu des soins sur place», a indiqué, son coéquipier Kamel Yesli, qui a condamné fermement cet acte d'agression. La JSK avait programmé cette rencontre amicale en prévision de son prochain rendez-vous prévu mardi prochain face à l'Entente du Sétif à Sétif.

JSM Béjaïa

Cinq joueurs à l'infirmerie

Cinq joueurs de la JSM Béjaïa (L2 de football) souffrent de différentes blessures et sont soumis à des soins particuliers, indique mardi le site officiel du club béjaïoui. Il s'agit de Brahim Zafour, Tarek Bouabta, Zeghli Kamel, Nabil Ait Fergane, et Bilel Bensaha, qui se sont contentés mardi d'une séance de soins, au moment où leurs coéquipiers se sont entraînés sous la houlette du technicien français Stéphane Paille. Ce dernier a dû faire appel aux joueurs de la catégorie espoirs pour compléter le groupe. Au terme de la 25^e journée, la JSM Béjaïa qui reste sur une victoire décrochée samedi dernier à domicile face à l'ESM Koléa (3-2), pointée à la 12^e place au classement de la Ligue 2 avec 32 points.

Club Africain

Djabou buteur face à l'EGS Gafsa

Le milieu international algérien du Club africain, Abdelmoumène Djabou, s'est illustré mardi en inscrivant un des trois buts de son équipe victorieuse à domicile face à l'EGS Gafsa (3-0), à l'occasion de la 23^e journée du championnat tunisien de ligue 1 de football. Le joueur algérien a ouvert le score pour les clubistes (17) avant que ses coéquipiers Saber Khelifa (65) et Tijani Belaid (67), ne donnent plus d'ampleur à la victoire. L'international algérien en est à sa 7^e réalisation depuis le début de la saison, dont le classement des buteurs est dominé par son compatriote Baghdad Bounedjah (10 buts).

Demi-finale de la Coupe d'Algérie/ESS-MOB

L'«Aigle Noir» veut dévorer «les Crabes»

La demi-finale de la Coupe d'Algérie de football qui mettra aux prises le dauphin l'Entente de Sétif au leader de la Ligue 1, le MO Béjaïa au stade du 8-Mai 1945 de Sétif sera une véritable finale avant la lettre.

Par Anouar M.

Ainsi, l'Entente qui est considéré avec l'USMA comme l'un des spécialistes de Dame Coupe souhaite aller encore une fois en finale et décrocher ce trophée qui lui tient à cœur. Les gars de la ville des Hauts-Plateaux qui restent sur une amère défaite en championnat à domicile face à l'ASO Chlef souhaitent se ressaisir et l'emporter pour atteindre la finale.

Pour cela, les poulains de Kheireddine Madoui devraient être concentrés sur leur sujet et jouer à fond du début jusqu'à la fin. Pour l'Entente ce match est d'une grande importance d'où son souhait d'évoluer au grand complet.

Ainsi, le club sétifien devrait récupérer son milieu de terrain, Lameri



L'Entente favorite

qui est d'attaque et qui a repris après une blessure et devrait tenir sa place dans l'effectif, sauf surprise. Pour ce qui est de l'attaquant, Abdelmalek Ziaya, il devait retrouver le groupe hier et sa participation n'est pas donc tranchée. L'essentiel est que les Sétifiens soient prêts à se donner à fond pour l'emporter et aller vers la finale.

De son côté, le Mouloudia de Béjaïa jouera une demi-finale pour la première fois de son histoire et tentera, pour sa part, de créer l'exploit et aller en finale même si elle sait au fond que cela ne sera pas facile face

à une formation habituée à ces grands rendez-vous et de surcroît qui reçoit à domicile. La direction joue la carte de la motivation pour ce match et promet la somme de 50 millions de centimes en cas de qualification en finale. Le groupe devrait être très motivé pour atteindre ainsi la finale et pourquoi pas soulever le trophée. L'équipe béjaïoue se présentera avec un effectif au complet et aura à répondre présent et donner ce dont on attend d'elle. A. M.

Programme ESS-MOB (16h)

Mise à jour de Ligue I

Le CSC et l'USMA en appel

Deux matches comptant pour la mise à jour de la 23^e journée de la Ligue I Mobilis sont programmés pour aujourd'hui, il s'agit de CSC-NAHD et USMA-MCCE.

Les «Sanafirs» qui sont dans une situation difficile se doivent de l'emporter à domicile s'ils souhaitent sortir de cette zone de relégables et ils seront doublement motivés, étant donné qu'ils seront en face d'un concurrent direct pour le maintien qu'ils tenteront de battre pour espérer l'écarter et se rassurer surtout.

Traversant une zone de turbulence depuis quelque temps, les gars de la ville de Cirta se doivent de l'emporter s'ils ne souhaitent pas se retrouver dans une situation compliquée et donc se réconcilier avec leurs fans très déçus par leurs derniers résultats en championnat. Il faut savoir que le CSC sera amputé de

quelques joueurs pour ce match, en raison des blessures de Boulemdaï, le buteur-maison de l'équipe, qui a déclaré forfait pour ce match, alors que le Camerounais, Berthe, qui est lui aussi blessé n'est pas encore fixé sur son sort.

Le NAHD, lui, est dans une situation plus compliquée étant donné qu'il est lanterne rouge du championnat et n'a d'autre choix que de revenir avec un résultat probant s'il souhaite garder espoir pour s'extraire de cette zone.

Le NAHD jouera sans son milieu récupérateur, Boussaïd, blessés, alors que Benyahia et Guebli sont récupérés mais seront sur le banc.

Le deuxième match verra les Rouge et Noir de l'USMA qui sont tout proches du podium se donner à fond certainement dans ce match qui les oppose au MC El Eulma qui joue

sa survie en Ligue I. Les gars de Soustara feront tout ce qui est en leur possible pour l'emporter et donc se replacer dans la course à une place pour jouer une compétition internationale la saison prochaine.

Les poulains de l'Allemand Pfiser qui ont réussi à se qualifier en Ligue des champions souhaitent continuer sur cette belle lancée et revenir en force en championnat et cela passe par une victoire, mais ils doivent faire très attention à cette formation d'El Eulma qui ne se déplacera pas en victime et qui fera tout pour revenir avec un bon résultat et garder espoir pour se maintenir.

Raouf F

Programme CSC-NAHD (16h) USMA-MCCE (18h)

Sélection olympique algérienne

Les assistants de Shurmann non encore remplacés

Abderrahmane Hamel et Ali Lezzoum, qui viennent de quitter la barre technique de la sélection algérienne olympique ne sont toujours pas remplacés, au moment où l'équipe enchaîne les regroupements en vue des éliminatoires du championnat d'Afrique de la catégorie, un tournoi qualificatif aux Jeux olympiques (JO) de 2016 à Rio de Janeiro. Hamel, l'entraîneur adjoint ainsi que Lezzoum, l'entraîneur des gardiens de but, avaient réclamé la revalorisation de leurs salaires, mais leur doléance est restée sans suite.

Le sélectionneur national, le Suisse, André-Pierre Shurmann, dirige actuellement son quatrième regroupement des Verts sans ses

deux assistants en question. Il est aidé dans sa mission par le préparateur physique français, Pascal Faure, ex-membre du staff technique du MC Alger (Ligue 1, Algérie) lors de l'exercice 2013-2014, a appris l'APS auprès de la Fédération algérienne de football (FAF).

La direction technique nationale met aussi à la disposition du technicien helvétique, à l'occasion de chaque stage, un entraîneur des gardiens de but affilié à sa structure, en attendant de trancher le renforcement, ou non, de la barre technique, ajoute-t-on de même source. Les protégés de Shurmann ont entamé samedi un nouveau regroupement au Centre technique de Sidi Moussa

(Alger). La sélection nationale, en place depuis septembre dernier, a accentué la cadence du travail depuis quelque temps. Rien que pour le mois de mars passé, il a dirigé trois stages. Les coéquipiers de Zineddine Ferhat, dispensés des deux premiers tours éliminatoires du championnat d'Afrique, disputeront en août prochain le troisième et dernier tour.

La phase finale, prévue initialement en RD Congo, a été déplacée au Sénégal. Elle aura lieu en décembre prochain et au terme de laquelle les trois premiers au classement se qualifieront directement aux JO-2016 et le quatrième jouera un match barrage.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Melbou et Souk El-Tenine à Béjaïa

Des demandeurs d'emploi ferment les deux sièges d'APC

DES DEMANDEURS d'emploi des communes de Souk El-Tenine et de Melbou ont fermé les sièges APC de ces localités depuis quatre jours. Ils contestent la liste des bénéficiaires des postes d'emploi pourvus par les deux APC cette année. L'APC de Souk El-Tenine a en effet ouvert 20 postes et celle de Melbou 30 postes de travail pour ouvriers professionnels et éboueurs. Les frondeurs ont postulé sur une liste de 218 candidats pour l'APC de Melbou et un nombre de 200 pour l'APC de Souk El-Tenine. Les protestataires se disent «lésés» et «injustement exclus» par la commission chargée de l'étude des dossiers. Ils ont exigé «l'annulation» des listes affichées et une commission indépendante pour «réétudier les dossiers déposés».

A noter aussi que les travailleurs du Centre de formation professionnel Lekhel Younés du chef-lieu de Béjaïa ont organisé un débrayage de deux heures hier matin sous la coupe du bureau de wilaya du Syndicat national des travailleurs de la formation professionnelle (SNTFP) «dénorçant le peu d'écoute dont fait preuve le premier responsable du secteur» notamment, sur le dossier de distribution des six logements et l'agression dont a été victime l'un de leurs collègues. Le syndicat s'interroge sur le silence du DEFP au sujet du comportement violent dont avait fait preuve un employé de la direction envers un syndicaliste du bureau de wilaya qui n'est autre que l'intendant de l'établissement sans qu'il ne soit inquiété... H.C.

Visite de travail

Sellal aujourd'hui dans la wilaya de Ouargla

LE PREMIER ministre, Abdelmalek Sellal, effectuera aujourd'hui jeudi une visite de travail dans la wilaya de Ouargla, indique mercredi un communiqué des services du Premier ministre. Au cours de cette visite, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi du programme du président de la République, le Premier ministre

aura à s'enquérir de l'état d'exécution et d'avancement du programme de développement de cette wilaya. Sellal, qui sera accompagné d'une délégation ministérielle, procédera, par la même occasion, à l'inauguration et au lancement de projets à caractère socio-économique à travers la wilaya, a relevé la même source. APS

Corso (Boumerdès)

Les habitants de la cité Sahel réclament une passerelle

LE DERNIER accident ferroviaire ayant causé la mort d'un jeune étudiant de l'université M'hamed Bouguerra de Boumerdès au niveau de la gare n'a pas laissé indifférent les habitants de Corso et plus particulièrement ceux de la cité du Sahel. Un quartier populaire situé à l'est de la ville. Les habitants dudit quartier sont soumis à tous les risques. Pour joindre, les établissements scolaires et le centre-ville, ils sont contraints d'emprunter le tunnel, étroit et sans éclairage, autorisé aux véhicules ou traverser la voie ferrée. C'est ainsi que les habitants, pour prévenir tous les dangers, réclament l'implantation d'une passerelle pour permettre aux enfants de joindre les établissements scolaires du moyen et du secondaire situés au centre-ville en toute quiétude. Un citoyen dudit quartier nous a invités à nous déplacer même sur les lieux et constater de visu les risques et les dangers dont sont confrontés, au quotidien, les enfants. Dans la même localité, toujours, les habitants du quartier des 350 logements de Cosider pour rejoindre la gare et le centre-ville empruntent les voies ferrées, un raccourci avec tous les dangers qu'ils peuvent encourir, notamment les femmes et les personnes âgées. La dernière victime du rail, faut-il le rappeler d'avant-hier, est un jeune étudiant de l'université M'hamed Bougara de Boumerdès, B. Abderrezak, qui a tenté de traverser les deux voies pour rejoindre l'université des sciences, située à proximité de la gare. Le 17 mars dernier, un enfant de 15 ans a été, aussi, victime d'un accident. Ce dernier a été happé par la locomotive, alors qu'il rejoignait son établissement scolaire situé sur l'autre côté de la voie ferrée. Ainsi, la situation est alarmante au niveau des gares et des voies ferrées. Pour preuve, depuis le début de l'année, pas moins de trois accidents ferroviaires ont été enregistrés sur la voie entre Corso et Boumerdès. A.Kichni

Arabie Saoudite

Deux policiers tués par balles à Riyadh

DEUX POLICIERS saoudiens ont été tués par balles alors qu'ils patrouillaient dans un quartier de l'est de Riyadh, a annoncé mercredi la police. Des hommes armés à bord d'une voiture non identifiée ont ouvert le feu sur une patrouille

après minuit dans l'est de Riyadh, a indiqué un porte-parole de la police, cité par l'agence de presse officielle SPA. Deux policiers avaient été blessés dans une attaque similaire le mois dernier dans la capitale saoudienne. R. I.

LES RECETTES PÉTROLIÈRES DE L'ALGÉRIE SE RÉTRÉCISSENT



Djalou@hotmail.com

CAN 2017

Le Gabon préféré à l'Algérie

■ L'Algérie n'obtiendra pas l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations 2017 après que les membres du comité exécutif de la CAF lui eurent préféré le Gabon qui a été choisi lors du vote qui a eu lieu hier au siège de la structure africaine au Caire.

Par Anouar M.

27 ans après avoir organisé ce même tournoi, CAN 1990, notre pays échoue à abriter le tournoi continental en 2017, attribué officiellement au Gabon, en marge des travaux de la 37^e assemblée générale ordinaire de la Confédération africaine de football (CAF). En course avec le Gabon et le Ghana, après le retrait de l'Egypte, l'Algérie avait espéré être le pays hôte de la 31^e édition de la CAN, tablant notamment sur un dossier de candidature qualifié de «solide» par les responsables du football algérien et même des autres officiels dont le ministre des Sports, Mohamed Tahmi, qui était le plus optimiste pour décrocher cette organisation. Selon les observateurs, la désignation du Gabon, qui avait déjà abrité le tournoi en co-organisation en 2012 avec la Guinée équatoriale, constitue une «véritable surprise» au vu des indicateurs qui plaçaient



l'Algérie en favorite. La nouvelle a été accueillie avec beaucoup de consternation, mais surtout de déception, par les Algériens, qui voulaient dans moins de deux années, assister sur place au plus grand événement footballistique en Afrique. La CAN-2017 avait été confiée auparavant à la Libye avant qu'elle ne se désiste en raison de la situation sécuritaire prévalant dans ce pays. L'Algérie a tout fait pour

convaincre et séduire l'instance continentale de sa candidature, pour pouvoir renouer avec l'organisation de la CAN, mais en vain. L'Algérie ne pourra pas donc postuler à l'organisation de la CAN jusqu'à l'édition de 2025, puisque les éditions de 2019, 2021 et 2023, ont été attribuées respectivement au Cameroun, à la Côte d'Ivoire et à la Guinée.

A. M.

L'EN dans le Groupe «J» avec le Lesotho, l'Éthiopie et les Seychelles

L'Algérie a été versée dans le Groupe «J» des qualifications africaines pour la CAN-2017 de football, dont l'organisation a été attribuée hier au Gabon, en marge de l'assemblée ordinaire de la Confédération africaine de football. Les Verts évolueront aux côtés du Lesotho, de l'Éthiopie et des Seychelles pendant cette phase de qualifications, prévue à partir du mois de juin prochain. L'Algérie était elle-même candidate à l'organisation de cette CAN-2017, en compagnie du Ghana et du Gabon, mais c'est finalement sur ce dernier pays que la CAF a jeté son dévolu.

Composition des groupes

- **Groupe A** : Tunisie, Togo, Libéria, Djibouti.
- **Groupe B** : RD Congo, Angola, Centrafrique, Madagascar.
- **Groupe C** : Mali, Guinée équatoriale, Bénin, Soudan du Sud.

- **Groupe D** : Burkina Faso, Ouganda, Botswana, Iles Comores.
- **Groupe E** : Zambie, Congo, Kenya, Guinée Bissau.
- **Groupe F** : Cap Vert, Maroc, Libye, Sao Tomé.
- **Groupe G** : Nigeria, Égypte, Tanzanie, Tchad.
- **Groupe H** : Ghana, Mozambique, Rwanda, Mauritanie.
- **Groupe I** : Côte d'Ivoire, Soudan, Sierra Leone, Gabon.
- **Groupe J** : Algérie, Éthiopie, Lesotho, Seychelles.
- **Groupe K** : Sénégal, Niger, Namibie, Burundi.
- **Groupe L** : Guinée, Malawi, Zimbabwe, Swaziland.
- **Groupe M** : Cameroun, Afrique du Sud, Gambie, Ile Maurice.